

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
CS 70527  
28019 Chartres

Chartres, le 01/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PIGEON GRANULATS CENTRE IDF**

RD 101.3  
28130 Villiers-Le-Morhier

Références : IC250462  
Code AIOT : 0010014500

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement PIGEON GRANULATS CENTRE IDF implanté Campagne du Petit Buisson 28310 Fresnay-l'Évêque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Action départementale relatif à la qualité des remblais

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIGEON GRANULATS CENTRE IDF
- Campagne du Petit Buisson 28310 Fresnay-l'Évêque
- Code AIOT : 0010014500
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire à ciel ouvert.

Les travaux préliminaires sont en cours de finalisation.

Installation connue pour les activités suivantes :

Rubrique	Alinéa	Nature	Capacité Totale	Régime
2510	1	Exploitation de carrière	300 000 t/an	A
2515	1.a	B r o y a g e , concassage ...	650 kW	E
2517	2	P r o d u i t s minéraux ou déchets non d a n g e r e u x inertes (transit)	9000 m2	D

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Acceptation préalable - Procédure	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	30 jours
7	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 05/08/2021, article 1.4.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Accueil des remblais	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Document d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Les déchets non admis en carrière	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet
4	Contrôles à réception	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
5	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III	Sans objet
6	Stabilité physique des terrains	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Acceptation préalable - Procédure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acceptation préalable - Procédure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li> </ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Inspection du 31/07/2025 :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un document d'acceptation préalable (DAP) relatif aux déchets inertes externes dont la dernière mise à jour date du 02/07/2024.</p> <p>Ce document d'acceptation préalable est signé annuellement par les producteurs de déchets</p>

inertes et les transporteurs des déchets inertes. Il indique les coordonnées du producteur et du transporteur ainsi que les caractéristiques des déchets, leur code et l'estimation de leur tonnage annuel.

Le document précise que les enrobés bitumeux et amiantés ne sont pas acceptés sur le site. Un document d'acceptation préalable correspond généralement à plusieurs déchargements. Le tonnage de chaque camion est enregistré dans le logiciel CARSABE. Toutefois, aucune alerte informatique automatisée ne prévient l'exploitant en cas de dépassement du tonnage indiqué dans le bon d'acceptation préalable.

Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé plusieurs documents d'acceptation préalable (DAP). Ces DAP n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Aussi, afin de pouvoir recueillir les déchets non dangereux inertes qui ne répondent pas aux dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014, l'exploitant a établi une procédure spécifique. Ces déchets dénommés K3+ doivent faire l'objet d'une validation auprès du service commercial avant la première livraison via un document d'acceptation préalable. Ces déchets doivent répondre aux valeurs limites de plusieurs paramètres définis. Le fournisseur (producteur du déchet) doit réaliser un test de lixiviation et l'analyse en contenu total sur ces déchets selon la norme NF EN 12457-2. Si tous les paramètres sont remplis, à la 1ère livraison, les déchets feront l'objet d'un contrôle visuel du chargement par l'agent de bascule puis d'un second contrôle visuel et olfactif par le conducteur d'engins affecté à la décharge, lors du bennage sur l'aire d'accueil spécifique. Les déchets dit K3+ seront alors entreposés sur l'aire de stockage temporaire délimitée et balisée puis mis en remblai si les résultats d'analyses effectués sont conformes.

L'exploitant a précisé que cette procédure a été mise en place afin d'accueillir les déchets du Grand-Paris. L'exploitant a précisé qu'à ce jour, il n'a jamais reçu de terre K3+.

**Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de vérifier que le producteur de déchets ne dépasse pas le tonnage correspondant au bon d'acceptation préalablement signé.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**L'exploitant doit s'assurer que le producteur de déchets ne dépasse pas le tonnage indiqué sur bon d'acceptation préalablement signé.**

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 2 : Document d'admission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Document d'admission

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

**Constats :****Inspection du 31/07/2025 :**

Avant la livraison ou lors de la première d'une série de livraisons, l'exploitant dispose d'un document d'acceptation préalable (DAP) qui indique :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets (localisation du chantier de production des déchets ainsi que la parcelle cadastrale) ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et le transporteur. Sa durée de validité est d'un an au maximum.

L'inspection a constaté que l'exploitant conservait les DAP pendant plusieurs années (au moins trois ans).

Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé plusieurs documents d'acceptation préalable (DAP). Ces DAP n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Les déchets non admis en carrière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Les déchets non admis en carrière

**Prescription contrôlée :**

I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiant

<p>comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li> <li>- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</li> <li>- des déchets non pelletables ;</li> <li>- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</li> <li>- des déchets radioactifs.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 31/07/2025 :</u></b>  Lors de la visite sur le terrain, l'inspection n'a pas constaté de déchets non inertes (déchets verts, plastiques, métaux, etc ...).  Concernant les déchets K3+, l'inspection a constaté la présence d'une aire de stockage temporaire délimitée par de petits merlons et balisée par un panneau.  <b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Contrôles à réception

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles à réception</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 31/07/2025 :</u></b>  L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un contrôle visuel du chargement est réalisé à l'arrivée au niveau du pont bascule. Ce contrôle est notamment approfondie en cas de doute sur la qualité des déchets (suivant l'origine des chantiers).  Un contrôle visuel est systématiquement réalisé par le conducteur d'engins affecté à la décharge, lors du bennage sur l'aire d'accueil spécifique. Actuellement l'aire de stockage est la zone H8.  Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté la présence d'une benne de trie.  L'exploitant a indiqué qu'un tri est mis en place sur le site.  <b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Traçabilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

**Constats :**

**Inspection du 31/07/2025 :**

Pour chaque apport extérieur de déchets, l'exploitant détient un bon de déchargement.

Par sondage, l'inspection a contrôlé le bon de déchargement n° 04.00071362.01 du 31/07/2025 - 9h11. Ce bon mentionne la provenance des déchets (adresse du chantier), leur destination (ici zone de remblais H8 de la carrière de Fresnay-l'Eveque qui correspond à la zone actuellement remblayée), la quantité en tonnes, le n° de DAP correspondant à la livraison où sont mentionnées les caractéristiques des déchets, les moyens de transports utilisés (adresse transporteur et immatriculation du véhicule).

Ce bon de déchargement n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Toutes les livraisons sont enregistrées sur le logiciel CARSABE. L'exploitant est en mesure de connaître la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés correspondant aux livraisons des déchets effectuées.

L'exploitant a présenté à l'inspection un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. Actuellement la zone de remblais est la zone H8.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Stabilité physique des terrains**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stabilité physique des terrains

**Prescription contrôlée :**

I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...]L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

**Constats :**

**Inspection du 31/07/2025 :**

Concernant la stabilité physique des terrains, aucune mesure de prévention spécifique n'a été



<p>identifiée concernant ces risques, et aucune formation particulière ne semble avoir été dispensée à ce sujet. En cas de fortes pluies, la gestion des eaux de ruissellement est effectuée au cas par cas. Aussi, les angles de pente ne sont pas clairement définis ou contrôlés.</p> <p>L'analyse de la stabilité des remblais n'est pas formellement décrite. L'exploitant a précisé que cette évaluation est effectuée à la vue, la connaissance et la compétence des employés qui sont experts dans leur domaine, au cas par cas, en fonction du contexte.</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, l'inspection n'a constaté aucun éboulement.</p> <p><b>Constat : Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Quantités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2021, article 1.4.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantités autorisées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les apports de matériaux extérieurs sont limités à 63 000 m3/an, et 1.9 million de m3 au total. Ces derniers ne sont admis qu'à des fins de remblaiement de l'excavation (opération de valorisation des déchets)[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Inspection du 31/07/2025 :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les volumes totaux accueillis sur le site pour les années 2024 et 2025.</p> <p>Ces quantités correspondent à la quantité d'apports de matériaux extérieurs autorisés conformément à l'article 1.4.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 août 2021.</p> <p>La déclaration GEREPE effectuée pour l'année 2024 est de 123 000 tonnes, ce qui ne correspond pas à la valeur transmise par l'exploitant le jour de l'inspection.</p> <p><b>Constat : La déclaration GEREPE effectuée pour l'année 2024 ne correspond pas au volume total accueilli sur le site pour cette même année.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 8 : Accueil des remblais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accueil des remblais
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 31/07/2025 :</u></b></p> <p>Le tonnage et les caractéristiques des déchets pour chaque camion sont enregistrés dans le logiciel CARSABE.</p> <p>L'exploitant est mesure de fournir à l'inspection la liste journalière des admissions de déchets.</p> <p>Aussi, l'exploitant conserve pour chaque chargement de déchets présenté, un bon de déchargement dénommé "bon de décharge".</p> <p>Les camions refusés ne sont pas enregistrés dans le logiciel CARSABE. L'exploitant a précisé que très peu de camions étaient refusés et que les bons de non-conformités ont déjà fait l'objet d'un archivage.</p> <p><b>Constat : L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre à l'inspection le registre relatif aux refus de remblais.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>